

## Résumés

### **Janosch Steuwer, Des chiffres contestés. Activistes, sondeurs, politiciens et la transformation de « l'extrémisme de droite » vers 1980**

Au printemps 1981 ont été rendues publiques les conclusions d'un projet de recherche mené en 1979/80 pour le compte de la Chancellerie fédérale et portant sur la diffusion des « attitudes d'extrême droite » dans l'électorat de l'Allemagne de l'Ouest. Le constat selon lequel 13 % des électeurs affichaient une « vision du monde d'extrême droite et fermée », en particulier, a fait beaucoup de bruit, propulsant au cœur d'une vive controverse politique l'étude, bientôt plus connue sous le nom « d'étude Sinus » et qui allait devenir l'un des tout premiers classiques de la recherche sur l'extrémisme de droite. Le présent essai examine la genèse, le déroulement et les retombées de l'étude Sinus. Il revient sur la naissance, à la fin des années 1970, de l'idée de s'intéresser à « l'extrémisme de droite » en appliquant les instruments de la démoscopie. Il expose les enjeux méthodologiques soulevés par un tel projet et relate la façon dont les données chiffrées ainsi produites ont transformé le questionnement public sur l'extrême droite. Dans le cadre d'une réflexion minutieuse sur la démarche du « Sozialwissenschaftliches Institut Nowak und Sörstel », mandaté par la Chancellerie, il s'interroge également sur la pertinence des conclusions des travaux et sur le rôle joué par l'étude Sinus au début des années 1980 dans l'instauration d'une nouvelle conceptualisation de « l'extrémisme de droite », qui s'est depuis imposée comme une évidence.

### **Massimiliano Livi, L'extrême droite en Italie. Des années 1970 à nos jours**

Jusqu'à son apparition dans le premier gouvernement Berlusconi en 1994, l'extrême droite italienne était jugée « fondamentalement étrangère » à la culture républicaine italienne. Or, durant la quasi-totalité de la Première République, le « Movimento Sociale Italiano » (MSI) avait déjà représenté la droite néofasciste au Parlement. Il avait beau être tenu à l'écart de « l'arc constitutionnel démocratique », il n'en était pas moins parvenu à constamment maintenir sa participation à plus de 5 % et faisait figure de point de repère pour la droite internationale au Parlement européen. Malgré, tout le phénomène de « l'extrême droite » est resté globalement méconnu en Italie, rendant plus difficile sa lecture dans sa réalité politique. L'article passe en revue les écueils inhérents à la définition de l'extrême droite en Italie, en revenant sur les différentes acceptions et en faisant le distinguo entre néofascisme, extrême droite et droite radicale. La partie principale consiste en trois études de cas illustrant la continuité politique et structurelle ainsi que la complexité de l'extrême droite en Italie. Ces études de cas suivent un découpage chronologique en trois phases de l'histoire des droites extrêmes italiennes. La première phase (1946–1976) est marquée par la marginalisation et les restrictions politiques. La première étude

de cas aborde le développement du parti néofasciste MSI. La deuxième phase (1977–1993) se distingue par l'irruption de la droite antisystème et une radicalisation violente de certains groupuscules. C'est pourquoi la deuxième étude de cas est consacrée aux courants extraparlimentaires de l'extrême droite, dont la « Nuova Destra » et la fameuse *destra eversiva*. La troisième phase, depuis 1994, est quant à elle caractérisée par l'intégration de l'extrême droite au système. Le troisième cas d'étude a pour objet le développement structurel de l'extrême droite en Italie depuis les années 1990, avec l'émergence de nouveaux réseaux et organisations qui se démarquent des partis traditionnels de la droite radicale.

**Moritz Fischer, « Pas de peuple, pas de Reich, pas de Schönhuber ! » Le long écho de l'attitude de la RFA à l'égard des Républicains**

Le parti « Les Républicains », fondé en 1983, est venu ébranler la société allemande dans ses fondements avec ses premiers succès électoraux en 1989 à Berlin-Ouest, puis lors des élections européennes. Depuis les années 1960, aucun autre parti d'extrême droite n'était parvenu à entrer au parlement, ce qui en rend l'écho d'autant plus retentissant. L'article met en perspective les multiples réactions à la montée du parti en RFA, en partant de la thèse fondamentale qui veut que l'attitude adoptée à l'égard des Républicains marque aujourd'hui encore les relations avec les partis d'extrême droite. L'étude se place à plusieurs niveaux et se concentre sur la politique, la science et la société civile. Cette approche à perspectives multiples permet entre autres de déconstruire les théories issues notamment des sciences sociales, telles que celle du « perdant de la modernisation » et d'en mettre à nu les retombées. De manière générale, l'interaction bien souvent conflictuelle entre la politique, l'État et de larges pans de la société a conduit à une altérisation des Républicains. Le parti représentait « l'Autre » non démocratique, il servait donc de négatif à la propre image démocratique de la République fédérale, revendiquée avec toujours plus d'assurance en se positionnant à dessein à l'opposé des Républicains.

**Katharina Trittel, Hans-Michael Fiedler et son « travail d'éducation nationale ». Une approche axée sur les acteurs des mécanismes de formation des cadres de la droite radicale**

Dans la perspective de la recherche sur l'extrémisme de droite axée sur ses acteurs, le présent article propose un regard sur le militant multiscartes d'extrême droite Hans-Michael Fiedler dans les années 1970, dont les velléités de mettre en place un « travail d'éducation nationale » ayant pour but la formation de cadres politiques sont analysées et – interprétées comme une stratégie opérationnelle d'orientation métropolitaine – replacées dans les phases de la transformation de l'extrémisme de droite en Allemagne fédérale. Celles-ci servent de charnières permettant l'évaluation de la formation des cadres de Fiedler à partir des tendances de développement plus générales. L'étude repose sur les fonds partiels de Fiedler, pour la première fois mis (en partie) à disposition à des fins de recherche. À partir des sources primaires

res disponibles, le travail effectué a consisté à discuter des possibilités et des limites d'une approche axées sur les acteurs des stratégies de formation des cadres dans les milieux de la droite radicale, à l'exemple du « travail d'éducation nationale » de Fiedler, en tant que fragment constitutif d'une mosaïque sociohistorique de l'extrémisme de droite après 1945. Dans ce contexte, il est démontré comment Fiedler, par son rôle de « mentor », a forgé sa puissance d'action au sein de « petites communautés », et en quoi le format de discussion et de formation de la « Göttinger Runde » dont il est lui-même l'instigateur, a été déterminant en termes d'organisation.

**Sebastian Lotto-Kusche, Le « Reichstag zu Flensburg » le 23 mai 1975. Un tournant dans l'extrême droite et les autoproclamés « Reichsbürger » aux fins de délégitimer la République fédérale**

L'article propose un éclairage sur les « mythes du Reich » convoqués par les partis et groupes d'extrême droite depuis 1945 en République fédérale. Il montre que le dernier gouvernement du Reich allemand de Flensburg en mai 1945, sous la conduite de Karl Dönitz, a grevé la construction démocratique d'une hypothèque tant juridique que morale. Dans leurs discours et leurs programmes, les partis d'extrême droite tels le SRP, le DRP et le NP, n'ont eu de cesse de se référer à un « Troisième Reich » qui n'aurait jamais disparu ou de fantasmer un « Quatrième Reich » encore à construire. Le « Reichstag zu Flensburg » (le Reichstag de Flensburg), convoqué le 23 mai 1975 par Manfred Röder et Thies Christophersen, avait vocation à commémorer l'arrestation du gouvernement Dönitz tout en réaffirmant la continuité du Reich. La manifestation a beau avoir été interdite et s'être tenue en petit comité dans une ferme d'Angeln, elle n'en a pas moins bouleversé les tentatives de l'extrême droite de délégitimer la République fédérale. En renonçant publiquement à toutes les fonctions du Reich allemand qu'il estimait encore lui échoir, Karl Dönitz a ouvert la voie à des chanceliers et présidents de Reich autoproclamés, dont Wolfgang Ebel et Manfred Röder, qui se sont dès lors déclarés chefs d'État légitimes, puisque ne reconnaissant pas la République fédérale en tant qu'État. Les fondements étaient ainsi posés pour les « Reichsbürger » ultérieurs et actuels dont certains prônent un nationalisme biopolitique et s'emploient à véhiculer une image raciste de la population.

**Johannes Schütz, La violence raciste vers la fin de la RDA. Chaînes d'événements et contextes sociaux à partir d'un exemple de la Saxe**

L'article explore la violence raciste au crépuscule de la RDA en prenant un exemple venu de Saxe. Partant du constat que cette violence, largement documentée au demeurant, n'a été que peu étudiée à ce jour, il sonde les sources en quête à la fois de perspectives critiques et d'approches méthodologiques prometteuses. Ce faisant, il resitue l'histoire de la violence par rapport à celle des migrations : les migrations vers la RDA ont engendré des épisodes de violence, dont l'enchaînement procède de contextes sociaux et de situations spécifiques. L'article s'articule autour d'un exem-

ple de violence à caractère raciste, reconstitué à partir des dossiers du ministère de la Sécurité d'État (MfS) est-allemand, des services de poursuite et de l'appareil judiciaire, et propose une description sociologique des processus à l'œuvre. Il démontre que le cadre social, les constructions de la masculinité et les dynamiques situationnelles ont été des facteurs d'influence essentiels dans l'escalade des actes de violence et constitutifs de l'enchaînement des événements. Les pratiques violentes ont été conditionnées par les constructions de la masculinité et la consommation d'alcool, qui ont permis aux acteurs de s'intégrer à leur environnement social. Dans le même temps, l'ambivalence des dépositaires de l'autorité publique face à cette violence peut elle aussi être mise en évidence, tout comme leur perception des « travailleurs contractuels » étrangers comme un problème. Ainsi, même avant 1990, des acteurs enclins à la violence avaient réussi à chasser de leur lieu de résidence des personnes racisées en s'en prenant physiquement à elles.

**Sebastian Bischoff, « La position concernant le sexe devient de plus en plus en une ligne de clivage politique claire. » Le combat de la droite allemande contre la « vague pornographique » de 1969**

L'article examine les perspectives et les réactions de droite face à la « révolution sexuelle » en République fédérale d'Allemagne en s'appuyant sur l'un des principaux marqueurs des processus contemporains de modernisation sexuelle : la « vague pornographique » et le débat sur la libéralisation (partielle), prévue par la coalition sociale libérale, des médias jugés indécents. L'article cible en particulier les différents groupes de protagonistes de la droite allemande, avec leurs différences et leurs points communs en termes d'argumentation et de mode d'action. Il expose les quatre formes les plus populaires parmi l'extrême droite de caractérisations des ennemis, tout en examinant les « connaissances de droite » concernant les présumés responsables et profiteurs de la « vague pornographique » dans sa fonction et sa signification projectives pour les processus de négociation autour de la modernisation du sexuel et donc, en substance, autour de la souveraineté d'interprétation morale et éthique de l'époque.

**Maik Tändler, Le courrier des fans de Schönhuber. Passé national-socialiste, colère populaire et ressentiment antisémite avant les Républicains**

L'article porte sur les milliers de lettres qu'a reçues, au début des années 1980, Franz Schönhuber, futur cofondateur et président du parti d'extrême droite « Les Républicains ». C'est le tollé suscité en 1981 par « Ich war dabei » (j'étais là), l'autobiographie de Schönhuber, alors journaliste et présentateur vedette de la chaîne Bayerische Rundfunk (BR), qui est l'origine de ces tombereaux de lettres. Il y dépeignait sur un ton élogieux son passage au sein de la Waffen-SS, pour laquelle il s'était porté volontaire en 1942, à l'âge de 19 ans. Si la polémique autour de l'ouvrage de Schönhuber lui a coûté sa place chez BR, elle lui a également valu la montagne de témoignages de sympathie écrits qui apparaissent dans sa succession. Ceux-ci tra-

hissent un potentiel de furie populiste d'extrême droite à l'époque répandue parmi une partie de la population ouest-allemande et ont eu, selon la thèse avancée, une influence déterminante sur la future éclosion politique de Schönhuber. Une sélection d'exemples de lettres sert à analyser les principaux modèles de perception et de sentiment de leurs auteurs : les interprétations, empreintes de considérations biographiques, de l'époque nazie, et la construction, partant de là, d'une génération de diffamés de l'histoire, la colère populiste qu'elle attise en se référant au présent, et enfin les ressentiments antisémites qui la sous-tendent.

**Ulrike Löffler, « Éducation antifasciste » à l'ouest. Réponses pédagogiques à la conjoncture de l'extrémisme de droite à la fin des années 1970**

Dans la seconde moitié des années 1970, la « vieille » République fédérale a connu une vague de mobilisation d'extrême droite, associée à une visibilité et un militantisme accrus des milieux extrémistes de droite, au point même de sombrer dans le terrorisme. Dans l'opinion publique allemande, cette conjoncture a été perçue avant tout comme un problème inhérent à la jeunesse à traiter par une approche pédagogique. Les éducateurs et chercheurs en sciences de l'éducation, affiliés à la gauche en particulier, se sentant interpellés par l'idéologie et l'ingérence de l'extrême droite, ont plaidé en faveur d'un « travail d'éducation antifasciste » traitement notamment en grande partie de la période nazie. Au début des années 1980, nombre de projets et manifestations ont été organisés dans des écoles, dans le cadre de travaux menés auprès de jeunes et dans les programmes d'éducation non-formelle sous le label « antifaschistische Erziehung » ; les publications sur le sujet ont été nombreuses. L'article propose une analyse des objectifs, des réflexions méthodologiques fondamentales et des références conceptuelles de ces approches tout en expliquant en quoi l'éducation non-formelle en particulier – dans les lieux établis pour commémorer les victimes du nazisme par exemple – avait joué un rôle clé. Il se termine par une mise en évidence de l'importance de ces deux phénomènes dans le développement des lieux de mémoire et du travail éducatif mené très tôt par ces institutions. L'article montre ainsi comment la conjoncture de l'extrémisme de droite vers 1977 et les efforts visant à l'endiguer ont contribué à la réflexion pédagogique sur le passé nazi et au développement des lieux commémoratifs dans les années 1980.

**Caner Tekin, « Loups gris » en République fédérale d'Allemagne. Réactions communes des organisations d'immigré-es turc-ques de gauche et des syndicats allemands jusqu'en 1980**

L'article étudie la mobilisation des associations fondées par des travailleur-euses immigré-es turc-ques, souvent qualifiées « d'associations idéalistes », voire officieusement de « loups gris », ainsi que les réactions et les actions de contestation menées par les associations turques de gauche et les organisations syndicales allemandes dans les années 1970. Une attention particulière est portée sur les relations entre les organisations ultranationalistes, socialistes et sociales-démocrates, qui ont

formé la « Föderation der Türkisch-Demokratischen Idealistenvereine in Europa e. V. » (Fédération des associations idéalistes démocratiques turques en Europe), la « Föderation der Türkischen Arbeitervereine in der BRD e. V. » (Fédération des associations de travailleurs turcs en RFA) et la « Föderation der Volksvereine türkischer Sozialdemokraten e. V. » (Fédération des associations populaires de sociaux-démocrates turcs), et enfin la Confédération des syndicats allemands et le syndicat industriel Metall. La discussion porte sur les étapes qui ont permis aux associations idéalistes de s'organiser en République fédérale d'Allemagne, sur la mesure dans laquelle les organisations de travailleur·euses immigré·es de gauche ont interagi avec les syndicats allemands dans le cadre de leurs campagnes dirigées contre les « Loups gris » et sur la manière dont les syndicats allemands ont fini par intégrer les associations idéalistes à leur ordre du jour. À la lumière de ces relations et des documents syndicaux de la période, l'article avance que l'extrémisme de droite parmi les personnes d'origine turque n'était plus perçu par les organisations allemandes de travailleur·euses comme un problème propre aux travailleur·euses venues de Turquie, mais, à l'instar du nazisme, comme un enjeu global de la société allemande.

**Stefan Zeppenfeld, Participation, sécurité – Extrémisme de droite ? Motifs, acteurs et controverses des initiatives fédérales « Les étrangers dans la police » (1979–2013)**

Lors de sa première réunion au lendemain de l'incendie criminel meurtrier de Mölln en novembre 1992, la « Conférence permanente des ministres et sénateurs de l'Intérieur des Länder » (IMK) s'est dite favorable à une ouverture de la police aux ressortissants étrangers. Avant cela, seules quelques personnes naturalisées avec un passé d'immigré étaient parvenues, de manière isolée, à intégrer la police, à Berlin-Ouest, pour la première fois en 1979. Pourtant, la décision de l'IKM n'était pas motivée par les violences commises par l'extrême droite au début des années 1990. Les voix et groupes de défense des intérêts des migrants, turcs en tête, ont établi le lien avec d'autant plus d'insistance peu de temps après, en réaction à un nouvel attentat meurtrier perpétré à Solingen en mai 1993. Les tentatives d'ouverture des services de police ont toujours donné lieu à des débats polémiques, les contextes et la mise en œuvre pouvant grandement varier d'un Land à l'autre. En revenant sur la longue histoire de la diversification des structures policières jusqu'à nos jours, cet article propose à la fois une perspective des personnes concernées et une contre-perspective sur l'extrémisme de droite après 1945 : au regard des revendications de participation et de sécurité des migrants d'une part, et au regard des réactions étatiques et institutionnelles d'autre part. Il en ressort clairement à quel point les périls de l'extrémisme de droite en Allemagne, les perspectives et les revendications des migrants ainsi que les réactions politiques (soi-disant contraignantes) se sont mutuellement ignorés. Les développements pénibles, en partie contradictoires, qui y sont retracés affinent la compréhension d'une histoire allemande complexe en tant que « pays d'immigration malgré lui ».

**Yves Müller, L'anti-nazi. Kurt Hirsch, « Action démocratique » / « Service de presse de l'Initiative démocratique » et son combat contre l'extrême droite, 1968–1983**

L'article se penche sur le communiste autrichien et survivant de l'Holocauste Kurt Hirsch (1913–1999), fondateur en 1968 de la « Demokratische Aktion » (DA) qui, dans les années 1970, est devenue sous le nom de « Presseausschuss Demokratische Initiative » (PDI) un important porte-étendard de la confrontation contre l'extrême droite et la droite démocratique de la République fédérale. Avec la DA/PDI, Hirsch a mis en place un réseau centré sur sa personne et n'opérant ni comme une association avec des droits et des devoirs conférés par l'adhésion, ni comme un cadre libre de toute obligation. Ce sont avant des écrivain·es et des politicien·nes qui s'y sont engagé·es. Le PDI a surtout trouvé une certaine visibilité au travers de la publication de nombreux guides. L'idée visée était celle d'une histoire de l'antinazisme. De même que le nationalisme organisé et le nationalisme intégré, portés par des aspirations hégémoniques, ont lancé plusieurs assauts successifs, le visage de leurs adversaires a lui aussi changé. Partant d'une genèse de l'antinazisme, l'article porte un regard sur la biographie politique de Hirsch et l'histoire de son groupement organisé en réseau. Il s'intéresse à la confrontation avec le NPD dans la seconde partie des années 1960, à la lutte contre les organisations d'extrême droite dans les années 1970, à une campagne menée contre Franz Josef Strauss et aux vicissitudes de la relation avec la social-démocratie.

**Vojin Saša Vukadinović, Connaissances racistes 1978–1983. La contribution oubliée des migrants aux débuts de la recherche sur l'extrémisme de droite**

Avant même l'institutionnalisation de la recherche sur le racisme dans les années 1980, des travaux scientifiques, qui analysaient le phénomène alors surtout évoqué par les termes « xénophobie » ou « Ausländerfeindlichkeit » dans le contexte politique de l'après période des « Gastarbeiter », avaient été publiés dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne. Travaillant chacun de leur côté, les chercheurs en sciences sociales Haris Katsoulis, Badi Panahi et Georgios Tsiakalos ont présenté, entre 1978 et 1983, des études, qui, comme tant d'autres publications d'auteurs immigrés interrogeant la réalité de la vie en Allemagne de l'Ouest, sont aujourd'hui en grande partie tombées dans l'oubli. Ses monographies sont en cela remarquables qu'elles doivent être comprises comme des contributions à l'analyse de l'extrémisme de droite, qui ont permis d'en cerner les piliers fondamentaux, le racisme et l'antisémitisme, dans leurs expressions propres à l'Allemagne. Contrairement à la plupart de leurs collègues d'origine allemande, ces chercheurs ont en outre mis en avant les répercussions pour les personnes directement concernées, afin que les problèmes politiques évoqués ne soient pas présentés comme un enjeu à la marge de la société de la RFA, mais bien comme une préoccupation prioritaire et centrale. Le peu d'écho suscité par ces conclusions au cours des années 1980 et l'amnésie dont la recherche historique contemporaine semble faire preuve à leur égard continuent pourtant d'avoir des incidences jusqu'à nos jours. Cela se vérifie clairement,

entre autres, dans la compréhension actuelle du racisme, souvent bien en retrait par rapport aux conclusions de ces trois scientifiques.

**Frank Schauff, Le premier coup d'État de Santiago Carrillo ? La formation des « Juventudes Socialistas Unificadas » en Espagne et son contexte international, 1933–1936**

Les « Juventudes Socialistas Unificadas » (JSU) sont un cas unique d'unification d'organisations de jeunesse socialiste et communiste, et selon toute vraisemblance, le seul du genre en Europe derrière lequel ne se cache la main de l'Armée rouge. On ne peut espérer comprendre la démarche ayant mené à cette unification sans prendre en compte un certain nombre de processus à l'œuvre au niveau national et international : 1. Le développement historique à long terme propre à l'Espagne ; 2. L'extrême fragmentation du monde syndical espagnol et les conflits incessants au sein de la branche socialiste de ce mouvement ; 3. La frustration de la gauche socialiste face aux résultats des premières années de la Seconde République espagnole ; 4. Les effets économiques, sociaux et politiques de la Grande Dépression sur l'Espagne et les autres pays européens ; 5. La menace internationale croissante des prises de pouvoir fascistes depuis janvier 1933 ; 6. Le phénomène international et espagnol de politisation croissante de la jeunesse dans l'entre-deux-guerres. À l'échelle internationale comme au niveau de l'Espagne, ces évolutions capitales ont ouvert la voie à de nouvelles possibilités politiques, portées par la conjoncture historique. Lancée dans une quête effrénée de solutions au déclin social et au péril fasciste, la Fédération espagnole de la jeunesse socialiste choisit de s'unir à la Ligue de la jeunesse communiste, pourtant bien plus modeste. Cette mesure, qui intervient peu après l'élection du gouvernement du Front populaire et juste avant le déclenchement de la guerre civile, donne lieu à une multiplication des adhésions. Avec le début de la guerre civile, la JSU commence à jouer un rôle important pour la défense de la République et ne tarde pas à quitter l'orbite des socialistes pour entrer dans le giron du Parti communiste. Cela conduit à de nouveaux conflits au sein du Parti socialiste, principal parti de gouvernement de la République durant la Guerre civile. Vers la fin de la guerre civile, la JSU commence à se déliter pour finalement disparaître après la fin de la Guerre civile, le Parti socialiste ayant officiellement coupé les ponts avec cette organisation de jeunesse.

**Benjamin Ziemann, Mouvements de masse des classes ouvrières durant la Première Guerre mondiale. La Grève d'avril 1917**

Le 16 avril 1917, environ 230 000 ouvriers à Berlin et 30 000 autres à Leipzig lancent un mouvement social. L'élément déclencheur immédiat de cette grève est la réduction des rations de pain, entrée en vigueur le 15 avril. Toutefois, dès le premier jour de la grève, les ouvriers berlinois font aussi valoir des revendications politiques, telles qu'un changement de gouvernement et l'ouverture immédiate de pourparlers de paix avec la Russie. À Leipzig, le ton de la grève est donné par le programme politique du Parti social-démocrate indépendant (USPD). À Berlin, il faut attendre

que les délégués du DMV, le syndicat social-démocrate des métallurgistes, décide de la fin de la grève le 17 avril pour voir l'USPD prendre les rênes du mouvement. L'article avance la thèse selon laquelle la grève à Berlin se déroule en trois phases distinctes : le 16 avril, elle se présente sous les traits d'une grève communale, avec de nombreuses ouvrières qui se joignent aux manifestations dans le centre-ville et pillent les boulangeries et autres commerces d'alimentation. Les 17 et 18 avril, la grève prend la forme de débats menés au sein des entreprises et des réunions d'entreprises. À partir du 18 avril, l'USPD et ses principales figures finissent par imposer leur agenda politique, y compris à Berlin.

***Fabian Rausch, Les constitutions comme histoires de révolutions. De la légitimité du pouvoir constitutionnel en France, 1814–1851***

Ce texte étudie les rapports tendus entre les conceptions de l'histoire et de la constitution en France de 1814 à 1851. Il ressort de cette analyse que la légitimation des constitutions dans l'histoire nationale a non seulement joué un grand rôle dans les États dotés d'une constitution stable, mais aussi que les acteurs politiques ont tenté, à l'aide d'arguments historiques, de stabiliser les constitutions dans des conjonctures instables. Le cas français met en lumière les opportunités et les risques inhérents à de telles stratégies de légitimation : les constitutions sont avant tout un point de référence intégratif des communautés politiques lorsqu'elles ne sont pas interprétées uniquement comme l'expression des conceptions de l'histoire propres à leurs auteurs, mais qu'elles peuvent être raccrochées à une culture politique pour différents projets historiques et à de futures attentes fondées sur ceux-ci et qu'elles peuvent ainsi poursuivre leur évolution. Les efforts déployés par les protagonistes de la politique française afin de contrecarrer les avancées constitutionnelles au nom de leurs visions de l'histoire ont conduit à l'échec des monarchies constitutionnelles de 1814 et de 1830 et de la Seconde République de 1848. Dans le même temps, ces tentatives pointent les limites de l'instrumentalisation des constitutions représentatives normatives et prescriptives, dont la polysémie a été régulièrement mobilisée de manière productive, par les opposants avant tout progressistes, mais également conservateurs.